



## KEMAL DERVIS

Vice-président du département Economie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

**Charles KUPCHAN, professeur en relations internationales à l'université de Georgetown**

Merci beaucoup. Je donne maintenant la parole à Kemal Dervis.

**Kemal DERVIS, Vice-président du département Economie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Merci. Permettez-moi de faire quelques remarques. En tant qu'économiste, pour aller du côté économique des choses, je note le résumé magistral que Jean-David Levitte nous a fait de la situation. Cependant, lorsqu'on regarde la situation économique de l'Europe et qu'on la compare à certains problèmes dans le monde, je ne veux pas rater l'occasion de souligner ce que Keynes a lui-même souligné, après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il essayait de construire le système monétaire international, à savoir que pour chaque déficit de la balance des paiements il existe un excédent. Concernant le programme d'ajustement en Europe – et le besoin d'ajustement est crucial et pluridimensionnel – je ne pense pas que cette affaire puisse avoir une fin heureuse sans que les pays excédentaires – les pays du nord, notamment l'Allemagne, mais pas uniquement – acceptent de faire un effort afin que leurs excédents ne perdurent pas à des niveaux très élevés. Au final, encore une fois, tout excédent a son déficit de l'autre côté du miroir.

A cet égard, il est intéressant de comparer cette discussion avec celle sur la Chine et l'excédent chinois, et là je me trouve assis à côté de la Vice-Ministre chinoise. Je pense que la Chine a reconnu que quand bien même sa croissance est très importante et doit se poursuivre, et que la compétitivité chinoise est bénéfique à l'économie mondiale, un excédent chinois trop important est problématique et la Chine elle-même veut progressivement réduire cet excédent par rapport à l'économie mondiale. Il existe ainsi des similitudes entre ce que nous voyons au sein de l'Europe, avec d'énormes excédents de la balance des paiements aux Pays-Bas et en Allemagne, et ce que nous voyons au sein du G20 et dans le monde entier. Je pense qu'il est important de réfléchir à ces similitudes lorsque nous pensons aux enseignements que l'Europe peut dispenser au monde ainsi qu'aux enseignements que le reste du monde peut dispenser à l'Europe. J'espère sincèrement que les plans seront couronnés de succès mais, alors que les pays méditerranéens du sud de l'Europe – dans ce cas précis la Grèce, le Portugal, l'Italie et l'Espagne - doivent procéder à des ajustements majeurs, je pense qu'il serait inéquitable et, d'un point de vue économique, faux de dire qu'ils sont les seuls à devoir fournir cet effort d'ajustement.

C'est la première remarque que j'aimerais faire. La deuxième concerne quelque chose qui a déjà été dite au cours du débat à propos de l'Europe, mais qui a aussi son équivalent à l'échelle du monde. Il s'agit de la question des personnes/citoyens par rapport aux gouvernements. Clairement, en Europe, mais pas uniquement, car également aux Nations Unies et dans d'autres enceintes internationales, il existe toujours deux dimensions : les citoyens, le peuple de l'Europe et les gouvernements de l'Europe. Certes, les gouvernements sont élus démocratiquement et représentent le peuple, mais néanmoins les processus purement intergouvernementaux ont tendance, avec le temps, à perdre l'émotion et l'enthousiasme qui découlent d'une implication des citoyens en politique.

Je ne pense pas que l'Europe ni le monde ne puissent s'acheminer vers un monde uniquement composé de citoyens, d'individus ou de personnes, en s'éloignant du monde des gouvernements et des Etats nations. Je pense que les deux

tendances vont perdurer. Cependant, pour l'équilibre entre les citoyens et les Etats nations, notamment en Europe à l'heure actuelle, je pense qu'une augmentation significative de l'espace dédié à la politique paneuropéenne doit permettre le processus d'intégration dont Jean-David Levitte et d'autres nous ont parlé. Je ne pense pas que ce processus d'intégration – et le président Ilves a mentionné une intégration approfondie et renforcée de l'Europe – puisse fonctionner à moins d'un renforcement de ce que j'appellerais la démocratie paneuropéenne. Je pense que cela va de pair avec un Parlement européen ayant plus de pouvoir, et potentiellement l'élection directe soit du chef du Conseil soit du président de la Commission par les citoyens européens. Des changements de cet ordre seront nécessaires au final si l'on veut réellement que des politiques budgétaires et économiques plus intégrées dans la zone euro puissent véritablement fonctionner. Sans cela, je pense que l'écart entre les technocrates, les économistes, les sommets, les Conseils et la vie de tous les jours des citoyens sera trop important et constituera le principal obstacle au succès de l'Europe.

J'habite désormais aux Etats-Unis et il est clair que l'allégeance des citoyens américains à la structure fédérale des Etats-Unis est très forte, bien que certains d'entre eux aient immigré récemment. L'allégeance à l'Europe que les citoyens européens doivent ressentir pour que cela fonctionne, même si cela ne sera pas comme aux Etats-Unis avant longtemps, doit être une allégeance politique et un enthousiasme pour l'Europe plutôt que pour les Etats individuels qui constituent l'Europe.

Je souhaite donner un exemple de l'importance – bien que je sois économiste, et d'une certaine manière technicien – des sentiments et des valeurs, en m'appuyant sur l'occasion qui m'est donnée d'apparaître dans le même panel que Sa Sainteté le Patriarche, qui habite, comme il l'a précisé, à Istanbul et est un citoyen turc d'origine ethnique grecque. Peut-être sommes-nous surreprésentés avec deux Turcs membres ce panel. Je pense que rien n'a su mieux contribuer à améliorer les relations et rapprocher ces deux voisins, la Grèce et la Turquie, en termes d'entente et de sentiment que lorsque le Ministre des Affaires étrangères de l'époque, George Papandreou, a envoyé une équipe de sauveteurs grecs suite au terrible tremblement de terre en Turquie survenu en 1999. Le peuple turc a vu l'équipe de sauvetage grecque sauver des enfants des décombres et lorsqu'un tremblement de terre de plus petite ampleur a frappé la Grèce à son tour, les Turcs ont rendu la pareille en envoyant une équipe.

Je donne cet exemple pour montrer que la politique n'est pas uniquement le calcul froid de l'intérêt national ou l'analyse économique des coûts et bénéfices. C'est plus que cela. Il doit exister des valeurs, dont Sa Sainteté et le président Ilves ont parlé, et je pense qu'au-delà du déficit budgétaire, des règles budgétaires, du déficit de 3% du PIB et ainsi de suite, l'Europe doit renouveler l'enthousiasme qui était à l'origine du projet européen, à savoir l'idée de construire un monde nouveau. J'espère que cela se produira et je pense que cette bataille est probablement tout aussi importante que celle des déficits et de la dette.